ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 7 juillet 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la réparation, en faveur des membres et du personnel de la Cour des comptes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail", a donné le 14 juillet 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e juli 1969 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de leden en van het personeel van het Rekenhof, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk", heeft de 14e juli 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Instituée par l'article 116 de la Constitution, la Cour des comptes est un haut collège chargé de plusieurs missions de contrôle en matière de finances publiques. Cet article de la Constitution et la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes établissant des liens très étroits entre la Cour et le Parlement, surtout entre la Cour et la Chambre des Représentants. Reprenant une expression employée au cours des travaux préparatoires de la loi précitée, plusieurs arrêts de la Cour de cassation qualifient la Cour des comptes d'"émanation de la Chambre des Représentants" (1). Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la Cour des comptes n'est en aucune manière une autorité administrative (2). La Cour est considérée par la doctrine comme étant - au point de vue organique - rattachée au pouvoir législatif (3). Il découle de

.../...

(1) Cass. 25 octobre 1934, Pas. 1935, I, 42, et 2 décembre 1943, Pas. 1944, I, 90.

(2) C.E. 6 février 1952, DE VOS, n° 1292, Rec., p. 86; 18 mai 1953, CASTELEYN, n° 2469, Rec., p. 650; 19 novembre 1954, BETTE, n° 3823, Rec., p. 978.

(3) Avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi de M. DE STAERKE relative à la réforme du contentieux administratif, Doc. parl., Ch. sess. 1962-1963, n° 479/2, p. 5.
ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, tome III, 1911, n° 130; P. FRAIPONT, "La Cour des comptes en Belgique", n°s 7 et 11, Revue de Droit belge, tome IX, pp. 34 et 37; F. AMERIJCK, Het Rekenhof in België, n° 30; P. WIGNY, Droit constitutionnel, tome II, n°s 694-696; Cyr CAMBIER, Principes du contentieux administratif, tome II, n° 479; A. MAST, Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht, n° 330; Précis de droit administratif belge, n° 479.

l'article 116, alinéa 3, de la Constitution que la mission de fixer le statut des membres de la Cour des comptes appartient au législateur, qui s'en est acquitté par les articles 1er à 3 de la loi du 29 octobre 1846.

Aux termes de l'article 18 de ladite loi, la Cour des comptes nomme et révoque les membres de son personnel. L'article a été interprété en ce sens qu'il habilite, en outre, la Cour à fixer le statut de ses agents. Cette interprétation a été consacrée par l'article 9 de la loi du 6 mars 1925 (1) qui, par ailleurs, prescrit de manière expresse un contrôle de la Chambre des Représentants en ce qui concerne les traitements des membres du personnel de la Cour.

L'article 1er de la loi du 3 juillet 1967 comprend les membres de la Cour des comptes et les membres de son personnel parmi les catégories de titulaires de fonctions publiques auxquelles le Roi peut rendre applicable le régime de réparation des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail institué par la loi. C'est ce qui ressort des termes généraux employés par l'article 1er, 1°, de la loi, et des précisions fournies au cours des travaux préparatoires (2).

.../...

(1) Loi relative aux traitements des membres de la Cour des comptes et du personnel des services de cette institution (M.B. 13 mars 1925).

(2) Avis du Conseil d'Etat annexé au projet, Doc. parl. Ch., sess. 1964-1965, n° 1023/1, p. 9; rapport fait par M. POSSON au nom de la Commission des Finances de la Chambre, Doc. parl. Ch., sess. 1966-1967, n° 339/6, pp.3-5.

En raison du caractère particulier de la situation des membres de la Cour des comptes et de son personnel, le Gouvernement les a expressément exclus les uns et les autres du champ d'application de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 (article 2). Il a estimé préférable d'élaborer à leur intention l'arrêté distinct que constitue l'arrêté en projet.

Le rapport au Roi qui est joint au projet souligne, à juste titre, de manière très nette ce caractère particulier de la situation des membres de la Cour des comptes et de son personnel, qui ne relèvent pas du pouvoir exécutif. Le texte de certains alinéas pourrait toutefois être précisé (1); le rapport gagnerait sans doute en clarté s'il traitait, en premier lieu, du champ d'application de la loi du 3 juillet 1967 et, en second lieu, du champ d'application de l'arrêté royal du 24 janvier 1969.

*

Aux termes de l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967, les mesures de mise en application de la loi doivent être prises par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres.

Le projet n'a pas fait l'objet d'une délibération en Conseil des Ministres. Dans la lettre

par laquelle il a saisi le Conseil d'Etat, le Ministre de la Fonction publique se déclare prêt à

.../...

---

(1) Voir les alinéas 3 et 11.

soumettre le projet à la formalité indiquée. Il ajoute toutefois qu'"il ne (lui) paraît pas que cette formalité soit substantielle et soit prescrite à peine de nullité pour des dispositions concernant des membres (de la Cour des comptes) et du personnel relevant du pouvoir législatif et pour la mise au point desquelles le Ministre de la Fonction publique a déjà pris lui-même toutes les précautions d'usage... comme il se doit lorsque le pouvoir exécutif est appelé à régir des situations touchant aux services du pouvoir législatif".

Comme l'ont fait apparaître les observations développées ci-dessus, une intervention du Roi en matière de statut des membres de la Cour des comptes et en matière de statut des membres du personnel de la Cour constitue une dérogation aux règles ordinaires de compétence en ces matières. Mais cette intervention du Roi est formellement prévue par l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967. La circonstance que l'arrêté pris par le Roi aura été préalablement soumis à la délibération du Conseil des Ministres n'entraîne pas une dérogation plus étendue auxdites règles de compétence. Au surplus, par l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967, le législateur a expressément imposé, à titre de garantie, la formalité de la délibération en Conseil des Ministres pour tous les arrêtés ayant pour objet d'assurer l'exécution de la loi, sans faire de distinction selon la catégorie de titulaires de fonctions publiques à laquelle les arrêtés s'appliquent. Enfin, le fait que, dans un cas d'espèce, l'omission d'une formalité ne serait pas de nature à avoir une influence sur la teneur de la décision pourrait avoir pour conséquence que le Conseil d'Etat, saisi d'un recours en annulation, le rejetterait comme non fondé; cette circonstance n'autorise pas le Gouvernement à s'abstenir d'accomplir la formalité prescrite.

.../...

Pour satisfaire à l'article 1er de la loi du 3 juillet 1967, le projet doit donc être soumis à la délibération des Ministres réunis en Conseil.

*

* *

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

I. Pour se conformer à l'usage, il convient d'omettre la mention de l'article 67 de la Constitution et de se borner à viser la loi du 3 juillet 1967, à l'exécution de laquelle pourvoit l'arrêté en projet.

II. A la fin du second alinéa, il serait préférable d'ajouter, après la mention de la loi du 3 juillet 1967, les mots "notamment l'article 1er".

III. Dans un souci de concordance, il se recommande que l'arrêté en projet soit également pris sur la proposition du Ministre de la Santé publique, qui est chargé de son exécution (article 4) et qui le contresigne.

IV. Pour les motifs exposés ci-dessus, il y a lieu de soumettre le projet à la délibération du Conseil des Ministres et de faire mention, en fin du préambule, de l'accomplissement de cette formalité.

.../...

Article 2.

L'article dispose que "Sont applicables aux membres et au personnel de la Cour des comptes les dispositions prises pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1967 en faveur des membres du personnel des administrations de l'Etat et concernant : ... (suit l'énumération des matières)".

L'article tend à assurer, dans les matières indiquées, l'application aux titulaires de fonctions publiques visés par le projet, de règles identiques à celles qui régissent le personnel des administrations de l'Etat. Le procédé employé a l'avantage de maintenir cette identité de régime en cas de modification de l'arrêté royal du 24 janvier 1969, sans que de nouvelles dispositions soient alors nécessaires pour les membres de la Cour des comptes et le personnel de celle-ci. Mais, il a le grave inconvénient pratique de ne pas faire mention de l'arrêté contenant les dispositions prises pour le personnel des administrations de l'Etat. Le Gouvernement pourrait atteindre l'objectif poursuivi, tout en évitant l'inconvénient signalé, en faisant une référence expresse aux dispositions visées de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 ainsi qu'aux dispositions qui, le cas échéant, les modifieront ou les remplaceront.

*

* *

Le projet appelle aussi quelques amendements de forme.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, il pourrait être rédigé comme suit :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA REPARATION DES DOMMAGES RESULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ACCIDENTS SUR LE CHEMIN DU TRAVAIL SURVENUS AUX MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES OU DE SON PERSONNEL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de Notre Ministre de la Fonction publique, de Notre Ministre de la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Le régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail est rendu applicable :

1° aux membres de la Cour des comptes;

2° aux membres du personnel de la Cour des comptes, qu'ils soient agents définitifs, stagiaires, temporaires ou auxiliaires, même s'ils sont engagés par contrat de louage de services.

Article 2.-

A l'exception des articles 29, 30 et 32, sont applicables aux membres de la Cour des comptes et aux membres de son personnel les dispositions de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, ainsi que les dispositions qui, le cas échéant, les modifieront ou les remplaceront.

Article 3.-

Pour l'application de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 aux membres de la Cour des comptes et aux membres de son personnel, la Cour exerce, selon les modalités qu'elle détermine, les attributions que cet arrêté confère aux Ministres, à l'exception de celles qui sont confiées au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

... (la suite comme au projet) ...

...

...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het Rekenhof, dat ingesteld is bij artikel 116 van de Grondwet, is een hoog college met een veelledige controletaak inzake openbare financiën. Dat grondwetsartikel en de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof leggen zeer nauwe banden tussen dat Hof en het Parlement, vooral de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Met een uitdrukking die gebruikt is tijdens de Parlementaire voorbereiding van de zoëven genoemde wet wordt het Rekenhof in een aantal cassatie- arresten een "emanatie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers" genoemd (1). Volgens de rechtspraak van de Raad van State is het hoegenaamd geen administratieve overheid (2). De rechtsleer beschouwt het als - organiek gezien - verbonden aan de wetgevende macht (3).

.../...

---

(1) Cass. 25 oktober 1934, Pas. 1935,I,42, en 2 december 1943, Pas. 1944, I, 90.

(2)R.S., 6 februari 1952, DE VOS, nr. 1292, Verz. blz. 91; 18 mei 1953, CASTELEYN, nr. 2469, Verz. blz. 701; 19 november 1954, BETTE, nr. 3823, blz. 1055.

(3) Advies van de Raad van State over het wetsvoorstel DE STAERKE betreffende de hervorming van de rechtspleging inzake administratieve geschillen. Gedr. st. kam. zitt. 1962-1963, nr. 479/2, blz. 5.
ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, deel III, 1911, nr. 130; P. FRAIPONT, "La Cour des comptes en Belgique", nrs. 7 en 11, Revue de Droit belge, deel IX, blz. 34 en 37; F. AMERIJCK, Het Rekenhof in België, nr. 30; P. WIGNY, Droit constitutionnel, deel II, nrs. 694-696; Cyr CAMBIER, Principes du contentieux administratif, deel II, nr. 479; A. MAST, Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht, nr. 330; Précis de droit administratif belge, nr. 479.

Uit artikel 116, derde lid, van de Grondwet volgt, dat de taak om het statuut van de leden van het Rekenhof vast te stellen berust bij de wetgever, die dat dan ook gedaan heeft bij de artikelen 1 tot 3 van de wet van 29 oktober 1846.

Artikel 18 van die wet bepaalt : "Het Rekenhof heeft het recht zijn bedienden te benoemen en af te zetten". Daaraan is de uitleg gegeven, dat het Rekenhof ook het statuut van zijn personeel kan vaststellen. Die uitleg is bekrachtigd door artikel 9 van de wet van 6 maart 1925 (1), dat overigens met zoveel woorden toezicht van de Kamer van Volksvertegenwoordigers voorschrijft inzake de wedden van het personeel van het Rekenhof.

Artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 rekent de leden en het personeel van het Rekenhof tot de titularissen van openbare ambten, op wie de Koning de bij de wet ingestelde regeling inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk toepasselijk kan verklaren. Dit blijkt uit de algemene bewoordingen van artikel 1, 1°, van de wet en uit de tijdens de parlementaire voorbereiding verstrekte toelichting (2).

.../...

---

(1) Wet betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof en van het personeel der tot deze inrichting behorende diensten. (B.S. 13 maart 1925) .

(2) Advies van de Raad van State, gevoegd bij het ontwerp, Gedr.St.,Kamer,zitt. 1964-1965, nr. 1023/1, blz. 9; verslag POSSON namens de Kamercommissie van Financiën, gedr. st. Kam. zitt. 1966-1967, nr. 339/6, blz. 3-5.

De Regering heeft de leden en het personeel van het Rekenhof wegens hun bijzondere toestand uitdrukkelijk buiten de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 gesloten (artikel 2) en er de voorkeur aan gegeven voor hen een afzonderlijk besluit vast te stellen. Dat is het besluit waarvan het ontwerp thans voorgelegd is.

In het verslag aan de Koning bij dat ontwerp wordt terecht met grote nadruk gewezen op het bijzondere in de toestand van de leden en het personeel van het Rekenhof, die niet onder de uitvoerende macht ressorteren. Bepaalde alinea's (1) zouden nochtans duidelijker kunnen zijn. Het verslag zou alvast aan overzichtelijkheid winnen als het in de eerste plaats over de werkingssfeer van de wet van 3 juli 1967, vervolgens over de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 handelde.

*

Luidens artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 moeten de maatregelen om de wet in toepassing te brengen worden vastgesteld bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten.

Over het ontwerp heeft geen overleg in Ministerraad plaatsgehad. De Minister van het Openbaar Ambt verklaart zich in de brief waarbij hij 's Raads advies vraagt, bereid het ontwerp aan die formaliteit te onderwerpen. Hij vervolgt echter "Mais il ne me paraît pas que cette formalité soit substantielle et soit prescrite à peine de nullité pour des dispositions concernant des membres et du personnel (namelijk van het Rekenhof) relevant du Pouvoir législatif et pour la

.../...

---

(1) zie de derde en de elfde alinea.

mise au point desquelles le Ministre de la Fonction publique a déjà pris lui-même toutes les précautions d'usage (...) comme il se doit lorsque le pouvoir exécutif est appelé à régir des situations touchant aux services du Pouvoir législatif".

Een optreden van de Koning inzake het statuut zowel van de leden als van het personeel van het Rekenhof is, zoals uit het vorenstaande is gebleken, een afwijking van de gewone desbetreffende bevoegdheidsregelen. Maar het is uitdrukkelijk voorgeschreven bij artikel 1 van de wet van 3 juli 1967. Dat over 's Konings besluit vooraf in Ministerraad overleg is gepleegd, betekent niet dat van die bevoegdheidsregelen nog verder wordt afgeweken. Bovendien heeft de wet van 3 juli 1967, in artikel 1, bij wijze van waarborg de formaliteit van dat overleg voorgeschreven voor alle besluiten tot uitvoering van die wet, ongeacht op welke categorieën van titularissen van openbare ambten zij toepassing vinden. Dat het niet-naleven van een formaliteit ten slotte in een bepaald geval geen invloed zou hebben op de inhoud van de beslissing, kan ertoe leiden dat een eventueel beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State als ongegrond wordt afgewezen; daarom heeft de Regering nog niet het recht aan de voorgeschreven formaliteit voorbij te gaan.

Ter voldoening aan artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 zou over het ontwerp dus overleg in Ministerraad moeten plaatshebben.

*

* *

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

I. Overeenkomstig het gebruik late men de vermelding van artikel 67 van de Grondwet achterwege; men beperke zich tot een verwijzing naar de wet van 3 juli 1967, in welker uitvoering het ontwerp-besluit voorziet.

II. In het tweede lid voege men na het opschrift van de wet van 3 juli 1967 liefst de woorden toe : "inzonderheid op artikel 1".

III. Het verdient aanbeveling, ter wille van de overeenstemming, dat het ontwerp mede voorgedragen wordt door de Minister van Volksgezondheid, die met de uitvoering belast is (artikel 4) en die medeondertekent.

IV. Om de reeds aangehaalde redenen dient het ontwerp aan de in raad vergaderde Ministers te worden voorgelegd; aan het eind van de aanhef vermelde men dat aan die formaliteit is voldaan.

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt : "Op de leden en op het personeel van het Rekenhof zijn toepasselijk de bepalingen vastgesteld voor de uitvoering van de wet van 3 juli 1967 ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen, welke betrekking hebben op : ...(de opgesomde materies)".

De bedoeling is, dat op de in het ontwerp vermelde titularissen van openbare ambten, in de vermelde materies, gelijke regelen zullen worden toegepast als voor het personeel van Rijksbesturen gelden. De gevolgde methode heeft

het voordeel, dat die gelijkheid blijft bestaan ingeval het koninklijk besluit van 24 januari 1969 gewijzigd wordt, en dat dan dus geen nieuwe bepalingen nodig zijn voor de leden en het personeel van het Rekenhof. Maar een groot praktisch bezwaar is, dat geen melding wordt gemaakt van het besluit waarin de voor het personeel van de Rijksbesturen vastgestelde bepalingen voorkomen. De Regering kan dat bezwaar ondervangen en toch haar doel bereiken door met zoveel woorden te verwijzen naar het koninklijk besluit van 24 **januari** 1969 en naar de bepalingen die het eventueel zullen wijzigen of vervangen.

*
* *

In het ontwerp zijn ook enige vormverbeteringen nodig.

Met inachtneming van alle hiervoren gemaakte opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VERGOEDING VAN DE SCHADE, DOOR LEDEN EN PERSONEEL VAN HET REKENHOF GELEDEN TEN GEVOLGE VAN ARBEIDSONGEVALLEN EN ONGEVALLEN OP DE WEG NAAR EN VAN HET WERK.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen en der andere Rijksdiensten en van sommige leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, van Onze Minister van het Openbaar Ambt, van Onze Minister van Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De regeling, ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt toepasselijk verklaard :

1° op de leden van het Rekenhof;

2° op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel van het Rekenhof, zelfs al zijn zij onder arbeidsovereenkomst aangeworven.

Artikel 2.-

Met uitzondering van de artikelen 29, 30 en 32 zijn op de leden en op het personeel van het Rekenhof toepasselijk de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen en der andere Rijksdiensten en van sommige leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen

.../...

op de weg naar en van het werk, alsook de bepalingen die de evengenoemde eventueel zullen wijzigen of vervangen.

Artikel 3.-

Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 op de leden en het personeel van het Rekenhof oefent dit Hof, volgens de nadere regelen die het bepaalt, de bevoegdheden uit welke dat besluit aan de Ministers verleent, met uitzondering van die welke zijn opgedragen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

... (voorts zoals in het ontwerp)...

...

...

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	M. VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. DE KOSTER.

(s) G. VAN BUNNEN.